

En termes simples et brutaux, notre véritable problème, comme pays, en est un de survie économique dans un monde où la sélection des plus forts est devenue une loi de la vie."

Ce commerce qui est si vital pour notre prospérité économique se fera, dans l'avenir immédiat, dans un environnement économique international beaucoup moins favorable à nos intérêts. Il est impérieux que nous comprenions les forces en jeu et que nous disposions d'une stratégie pour affronter ces nouvelles réalités. Mais quels sont donc les défis qui nous attendent? Premièrement, le protectionnisme. Les niveaux de chômage sans précédent dans les pays industrialisés ont suscité de formidables pressions politiques en vue de mesures protectionnistes. Heureusement, le monde n'a pas oublié les leçons des années 30 et les gouvernements, tout en prenant certaines mesures, ont évité le recours massif aux politiques d'égoïsme sacré des années 30. Mais cette tendance au protectionnisme exerce, sur les gouvernements et sur le cadre commercial multilatéral, de formidables pressions qui, si elles ne sont pas bientôt allégées, pourraient devenir insupportables. Dans la période qui vient, certaines mesures commerciales restrictives devront absolument être prises. Mais il sera important que les gouvernements se concertent pour minimiser les effets défavorables de telles mesures et pour assurer que ces actions ne nuisent pas au système commercial mondial.

Deuxièmement, la compression des marchés internationaux a entraîné une plus vive concurrence, surtout sur les marchés du tiers monde qui ont connu une croissance relativement plus rapide. Cette compression a supposé des innovations audacieuses en matière de financement du crédit à l'exportation, un meilleur dosage de crédits publics et de crédits d'aide pour atténuer les modalités de financement de diverses transactions d'exportation, une attention accrue aux opérations de troc et aux accords de règlement en produits, ainsi qu'un recours plus fréquent aux subventions à l'exportation. Le prix et la qualité des biens ne sont pas les seuls éléments déterminants des ventes à l'exportation. Les questions de financement, notamment en ce qui touche les grands projets d'équipement, ont pris une importance cruciale. Nous assistons aujourd'hui à une course entre les trésors publics de pays industrialisés qui peuvent difficilement se permettre de telles dépenses. Des règles internationales plus contraignantes doivent donc être négociées. Entre temps, nous veillons sans cesse à nous assurer que les exportateurs canadiens ne soient pas désavantagés sur le plan de la concurrence.

Alors même que nous connaissons ces problèmes de croissance faible et de pressions protectionnistes plus